

TRANSMIS LE 4/10/2023  
REÇU LE 4/10/2023  
AFFICHÉ LE 5/10/2023  
NOTIFIÉ LE 5/10/2023  
PUBLIÉ LE 5/10/2023  
EXÉCUTOIRE LE 5/10/2023

REPUBLIQUE FRANÇAISE



FRANCONVILLE-LA-GARENNE

2022/...

**DIRECTION PRÉVENTION ET SÉCURITÉ**  
XM/HL/AD

## **ARRÊTÉ N° 22-798**

### **INTERDISANT LES REGROUPEMENTS D'INDIVIDUS CRÉANT UN TROUBLE À LA SÛRETÉ, À LA SÉCURITÉ ET À LA SALUBRITÉ PUBLIQUE CENTRE COMMERCIAL CADET DE VAUX ET COMMERCES ATTENANTS.**

**Le Maire de la Commune de FRANCONVILLE-LA-GARENNE,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2211-1, L2212-1 et L2212-2 et suivants,

**VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L132-1, L132-7 et L511-1,

**VU** le Code pénal et notamment les articles 431-3 et suivants ainsi que les articles R610-5 et 623-2,

**VU** le Code de procédure pénale notamment l'article 78-6,

**VU** la qualité d'Officier de Police Judiciaire du Maire et ses prérogatives en matière de sécurité, tranquillité et salubrité publique,

**CONSIDÉRANT** qu'aux heures d'ouverture des commerces situés au Centre Commercial CADET DE VAUX – 3<sup>ème</sup> avenue, notamment devant le restaurant « MANGEZ-MOI » et aux abords du café « 3<sup>ème</sup> AVENUE » ont lieu des regroupements diurnes de nature à gêner la progression des usagers sur les trottoirs,

**CONSIDÉRANT** qu'aux heures d'ouverture de ces commerces, ces regroupements causent des troubles à l'ordre public, tant en terme de sécurité (dégradations de biens publics et atteintes aux personnes comme des agressions verbales et des quolibets), que de salubrité publique (dépôts de déchets...),

**CONSIDÉRANT** que les troubles perdurent en soirée et de nuit, et même en dehors des heures d'ouverture des commerces,

**CONSIDÉRANT** les doléances reçues en Mairie relatives au comportement agressif de ces groupes d'individus avec les passants et les riverains, et ce depuis une période non exhaustive de plusieurs mois,

**CONSIDÉRANT** les interventions de la Police Municipale et de la Police Nationale ainsi que les actions préventives menées,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prendre, vis-à-vis de ces regroupements, les mesures préventives nécessaires afin d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'interdire la consommation d'alcool sur la voie publique conformément à l'arrêté n°12-131 du 20 mai 2012, à caractère général et périodique, relatif à ladite interdiction.



Arrêté n° 22-798 – Police Municipale

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : Tout regroupement de 3 individus ou plus, ayant pour caractéristique de troubler la sûreté, la sécurité et la salubrité publique, au Centre Commercial CADET DE VAUX, hors festivités organisées, est interdit entre **08h00 et 21h00**, afin de prévenir toute atteinte aux personnes et aux biens, à compter de son affichage et jusqu'au **30 juin 2023 inclus**.

**Article 2** : La consommation d'alcool, hors débit de boisson ou terrasse attenante, est interdite entre **09h00 et 02h00 du matin**, à compter de son affichage et jusqu'au **30 juin 2023 inclus**, dans la zone délimitée celle-ci faisant partie de la voie publique, hormis lors des festivités ou manifestations faisant l'objet d'une autorisation.

**Article 3** : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout Officier de Police Judiciaire ou tout agent de la force publique habilité à dresser un procès-verbal conformément aux textes en vigueur.

**Article 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois suivant sa publication ou son affichage. Dans le même délai, un recours gracieux peut être adressé auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse du recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

**Article 5** : M. le Maire, M. le Directeur de la Sécurité, Monsieur le Commissaire d'Ermont, M. le Chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les formes habituelles.

Caractère Exécutoire

Par délégation du Maire  
L'Adjoint au Maire



*Madame Jeanne Charrier Guyno*  
*Le 5 janvier 2023*

Fait à Franconville, le 9 décembre 2022



**Xavier MELKI**

**Maire de Franconville**  
**Conseiller Régional d'Ile-de-France**

**Acte à classer****ARR22-798PM**

<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
En préparation	En attente retour Préfecture	> AR reçu <	Classé

**Identifiant FAST :** ASCL\_2\_2023-01-04T12-57-15.00 ( MI242342520 )**Identifiant unique de l'acte :** 095-219502523-20221209-ARR22-798PM-AR ( [Voir l'accusé de réception associé](#) )**Objet de l'acte :** INTERDISANT LES REGROUPEMENTS D'INDIVIDUS CAUSANT UN TROUBLE À LA SÛRETÉ, À LA SÉCURITÉ ET À LA SÉCURITÉ PUBLIQUES CENTRE COMMERCIAL CADET DE VILLEVALENT ET COMMERCES ATTENANTS.**Date de décision :** 09/12/2022**Nature de l'acte :** Actes réglementaires**Matière de l'acte :** 6. Libertés publiques et pouvoirs de police  
6.1. Police municipale  
6.1.7. autres**Acte :** [ARR 22-798 PM.PDF](#)**Multicanal :** Non**Groupe émetteur de l'acte :** DGS

Classer

Annuler

**Préparé**

Date 04/01/23 à 12:57

Par **SADEQ Fatiha****Transmis**

Date 04/01/23 à 12:57

Par **SADEQ Fatiha****Accusé de réception**

Date 04/01/23 à 13:01

